

PATRIMOINE / La justice nomme un administrateur provisoire et reporte le conseil d'administration prévu aujourd'hui

Vasarely: nouveau coup de théâtre

Par Paul-Henry Fleur
phfleur@laprovence-presse.fr

Aujourd'hui devait se tenir un conseil d'administration de la Fondation Vasarely. Son président, Me Renaud Belnet, y avait inscrit à l'ordre du jour la liquidation, voire la dissolution de la structure (cf. notre édition du 29 septembre). Refusant cette disparition programmée, Pierre Vasarely, le petit-fils de l'artiste-membre du conseil d'administration depuis qu'il a été rétabli dans ses droits par une décision de justice - a de nouveau saisi le tribunal, selon la procédure de référé.

Pierre Vasarely demandait le report du conseil d'administration et la désignation d'un administrateur provisoire qui prendrait la place de l'actuelle équipe dirigeante. Sur ces deux points, le tribunal de grande instance d'Aix lui a donné raison hier. Le prochain conseil d'administration sera convoqué par l'administrateur provisoire qui a été désigné, Me Xavier Huertas, de Nice.

Pour Pierre Vasarely, cette décision de justice sonne comme un coup d'arrêt à



► Pierre Vasarely: "Après le traumatisme causé par Debbasch, la fondation aurait dû être transparente dans son fonctionnement. Ça n'a pas été le cas".

Photo: Sophie Spitzer

l'équipe dirigeante actuelle, et au projet de son président de liquider la fondation. Au demeurant, dit-il, "seul l'État, qui a créé l'entité juridique, serait en mesure de prendre une telle décision".

Le petit-fils de Victor Vasarely espère que l'administrateur provisoire mettra un terme aux pratiques qu'il dénonce comme illégales depuis des années, notamment le fait que des personnes

n'ayant plus à siéger au conseil en soient encore membres "de droit".

Il l'espère d'autant plus que lors du dernier conseil d'administration de la fondation, le 1er juin 2007, il a noté avec plaisir les déclarations du nouveau sous-préfet, Hubert Derache, mettant en cause "un très sérieux problème de gouvernance de cette institution". Le représentant de l'État a

même établi une liste d'une dizaine de dysfonctionnements.

Pour la première fois depuis longtemps, Pierre Vasarely se dit "optimiste". Avec toujours la même certitude: "C'est une fondation privée, elle doit trouver les moyens de poursuivre son activité telle que Victor Vasarely l'a souhaité. Il est hors de question qu'elle soit rétrocédée à la ville d'Aix". ■

LES RÉACTIONS

► Me Renaud Belnet, président de la fondation Vasarely

"Cette décision de justice ne change rien à la donne: c'est reculer pour mieux sauter. Le conseil est reporté, mais il faudra bien qu'il se tienne. Dans son action, l'administrateur provisoire devra prendre en compte des éléments objectifs, notamment les chiffres et le blocage des organes statutaires. Logiquement, il devrait donc avoir les mêmes conclusions que les miennes: une dissolution de la fondation, qui deviendrait un établissement public, avec retour du patrimoine foncier à la ville d'Aix. Je n'étais pas pour cette administration provisoire, car dans la situation dans laquelle se trouve la fondation, six mois, c'est beaucoup..."

► Stéphane Salord, adjoint au maire, directeur de la fondation de 1995 à 2001

"La fondation ne doit pas être un fourre-tout, accueillir tout et n'importe quoi, des vocations qui n'en sont pas, des projets irréalistes. Ceux qui le prétendent, d'une part s'assoient sur les statuts et sur le legs de Victor Vasarely, d'autre part ignorent l'état de la fondation; ni chauffée ni climatisée, qui a un problème général d'étanchéité, d'électricité, de vandalisme, d'envahissement par les gens du voyage. Il faut une pause pour refaire un tour de table, mais s'arc-bouter sur la vocation de la fondation, lui redonner son rôle d'institution fédératrice de l'œuvre de Vasarely. L'équipe en place a une responsabilité majeure dans cet abandon. Que ces gens, après six ans d'échec, n'aient d'autre perspective, pour cacher leur échec, que de faire disparaître la fondation, en obérant l'avenir, est indigne."

► François-Xavier de Peretti, élu municipal d'opposition

"Il est regrettable que la ville ait toujours donné son pouvoir à l'État. Cette politique de l'autruche dure depuis des années. Il faut que la ville assume ses responsabilités sans s'abriter derrière le sous-préfet".